

JAPON

**Déclaration de l'Honorable Taichiro Motoe,
Vice-ministre parlementaire des Finances, Gouvernement du Japon
à la 30^e Assemblée annuelle de la Banque européenne
pour la reconstruction et le développement**

1^{er} juillet 2021

1. Introduction

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs, Madame la Présidente de la BERD, éminents Gouverneurs, Mesdames et Messieurs :

Au nom du Gouvernement du Japon, je suis honoré de m'adresser à la 30^e Assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Cette Assemblée annuelle est la première depuis que Madame Renaud-Basso a pris ses fonctions en tant que Présidente à l'automne dernier et marque le 30^e anniversaire de la création de la Banque. Je tiens à exprimer ma sincère gratitude au personnel de la BERD pour ses efforts en vue de préparer l'assemblée, qui une fois encore se déroule en mode virtuel, à l'instar de l'assemblée en octobre dernier. Ces trente dernières années, le rôle et la portée des opérations de la BERD se sont étendus. Le Japon apprécie grandement les accomplissements de la Banque, qui a su apporter une réponse souple et sincère aux besoins de ses régions.

2. Reconstruire en mieux les économies

Les pays d'opérations de la BERD ont subi de graves dommages dus à la crise de la COVID-19. La Banque a réagi rapidement en mettant en œuvre un Fonds de solidarité pour lutter contre la COVID-19, créé en mars l'an dernier. Le Japon salue le soutien proactif de la Banque, qui s'est concrétisé par un volume annuel d'investissements bancaires (VAIB) record de 11 milliards d'euros en 2020.

Durant la phase de reprise de l'après COVID-19, le Japon compte sur la BERD pour continuer de jouer un rôle de premier plan dans des domaines comme le soutien aux PME, la réponse au changement climatique et la transformation numérique, où la Banque peut ajouter de la valeur. Pour assurer l'utilisation la plus efficace et efficiente des ressources limitées, le Japon pense que l'appui de la Banque devrait cibler les zones géographiques et les secteurs dans lesquels un impact maximal sur la transition peut être atteint. En particulier, nous encourageons la BERD à soutenir pleinement les pays aux premiers stades de la transition, notamment les pays d'Asie centrale et la Mongolie.

3. Les défis stratégiques de la BERD à moyen terme

Permettez-moi à présent d'exprimer les points de vue du Japon sur deux questions prioritaires :
i) l'éventuel élargissement des pays d'opérations de la BERD et la gradation des pays à un stade avancé de la transition ; et ii) la réponse de la BERD au changement climatique.

En ce qui concerne l'élargissement potentiel des pays d'opérations vers l'Afrique subsaharienne, le Japon est prêt à poursuivre une discussion constructive, fondée sur notre accord dans le Cadre stratégique et capitalistique 2021-25. En envisageant un quelconque élargissement potentiel, des discussions approfondies devraient avoir lieu sur l'additionnalité et la complémentarité de la BERD par rapport à d'autres acteurs du développement déjà sur le terrain. Pour qu'un élargissement potentiel puisse avoir lieu compte tenu des fonds propres actuels et sans compromettre la note de crédit de la BERD, la gradation devrait être examinée en parallèle. Le Japon est favorable à l'examen en cours, au Conseil d'administration, de l'Approche opérationnelle post-gradation qui doit préparer le terrain pour un droit de retour rapide des pays ayant réalisé leur gradation dans le cas d'une crise après leur gradation.

Concernant la réponse au changement climatique, le Japon se réjouit de l'engagement de la Banque à aligner pleinement ses opérations sur l'Accord de Paris d'ici la fin de 2022. Le changement climatique est un problème mondial qui exige l'intervention de tous les agents économiques dans tous les pays du monde. La BERD devrait adopter une approche inclusive, qui ne concerne pas que les domaines « vert foncé » mais aussi les domaines intermédiaires, entre le « vert » et le « non vert ». Le Japon encourage la Banque à promouvoir le financement de la transition, pour aider tous les pays d'opérations à atteindre l'objectif de la neutralité carbone en empruntant des trajectoires personnalisées. Le Japon compte aussi sur la Banque pour mobiliser activement des financements privés à cette fin.

4. Les contributions du Japon à la BERD

La BERD est une institution mondiale qui comporte parmi ses membres des pays non européens. Le Japon apprécie que Madame la Présidente s'efforce de refléter les voix de membres non européens dans la direction institutionnelle de la Banque. Étant l'un des deuxièmes principaux actionnaires, le Japon souhaite, et il est prêt à, participer activement à la gouvernance de la BERD.

Pour répondre avec souplesse et efficacité aux besoins de plus en plus diversifiés et complexes de ses pays d'opérations, la BERD doit continuer à promouvoir la diversité au sein de son personnel, y compris en diversifiant les nationalités représentées. Le Japon continuera d'apporter sa contribution à la Banque dans cette entreprise, en lui proposant un personnel japonais qualifié.

Le bureau de représentation de la BERD à Tokyo a apporté des contributions significatives au développement de l'activité en mobilisant des entreprises japonaises, en améliorant la visibilité de la BERD au Japon et en encourageant d'autres activités de la BERD, y compris le recrutement de ressortissants japonais. Le Japon compte sur le bureau de représentation pour jouer un rôle encore plus actif dans la mobilisation des connaissances et des compétences au Japon pour les opérations de la BERD, et il est prêt à donner tout son appui à ce bureau.

5. Conclusion

Sous le solide leadership de Madame la Présidente, le Japon attend de la BERD qu'elle continue à remédier activement à différents problèmes, notamment ceux découlant de la COVID-19, et à tirer profit de son expertise pour jouer un rôle de premier plan dans la reprise après la COVID-19.

Le Japon est déterminé à contribuer de manière proactive à l'action de la BERD, pour que la Banque puisse continuer d'ajouter de la valeur en tant qu'institution mondiale.